

Le combat de « l'après » contre « l'avant »

Il est déjà si loin ce moment suspendu où la puissance du Covid et ses nombreuses conséquences donnaient une profusion d'envies de meilleurs ?

Souvenons -nous de paroles unanimes sur le devoir de reconnaître et revaloriser les sans grades, de repenser une santé épargnée des lois du marché, une prévention à prioriser etc...

Bref rappels aussi sur le confinement qui doivent permettre de guider la construction de l'après: nous avons collectivement appris (ou dû apprendre...) ce que signifie concrètement la situation d'urgence sanitaire se son lot de restriction drastique de libertés fondamentales, la parole excessive d'experts auto-proclamés ou désignés selon des critères opaques, la gestion autoritaire, pyramidale de la société, le pouvoir considérable de l'outil numérique, mais aussi pour certains, en positif, la découverte du temps disponible, de la disponibilité relationnelle entre parents et enfants

Et depuis quelques jours, les écrits utopistes, les envies de changement semblent s'éteindre

Alors que le virus est encore là, le déconfinement seulement amorcé les nouvelles les plus détestables pleuvent : décret compliquant la lutte pour leur survie des femmes battues, abandon confirmé des chocs, répression contre des défenseurs d'un hôpital du 93, relance de la catastrophique réforme des retraites, ...

Tout cela doit-il nous détourner des envies des exigences nées ou amplifiées en plein confinement ? Non, bien sûr, et au risque d'un facile étiquetage de bizounourisme, il convient d'énoncer et porter avec force et détermination un projet de nouvel Humanisme

Et en vrac, sans priorité donnée :

- Un pays, la France (et un Monde aussi...) avec une autre conception du maintien de l'ordre public où les forces de l'ordre seraient formées au maintien de la paix sociale, au dialogue, à la précaution de la vie. Attention, au-delà des « malfaiteurs », des gilets jaunes ou des manifestants de tous poils, c'est l'ensemble des citoyens qui peuvent être concernés par une police aux règles autoritaires.
- Un pays où la prison serait l'exception et les politiques de prévention, de sanctions proportionnées et utiles à la réinsertion seraient prioritaires
- Un pays où les politiques d'éducation, d'emploi de logement s'appliqueraient à respecter l'égalité entre tous les citoyens, quel que soit leur sexe, leur origine culturelle ou sociale
- Un pays où l'Education nationale créerait les conditions d'une éducation de qualité pour tous, avec des enseignants de qualité pour tous, un universalisme proportionné du processus éducatif un nombre d'élèves par classe conforme à cet objectif
- Un pays où la durée de travail serait repensée à l'aune du plein emploi et de la juste répartition entre le temps de travail rémunéré et le temps d'activité personnel
- Un pays où chacun aura du Temps : temps pour exercer correctement son travail, temps pour réaliser ses activités familiales, amicales, de loisirs... Je mesure déjà comment, à peine le déconfinement est engagé, ce temps disponible, précieux dont certains ont pu bénéficier

est déjà balayé par une accélération des événements, des organisations de vie et de travail... comme avant !

- Un pays où l'expression et l'implication des citoyens dans tous les processus d'élaboration, de décision et de mise en œuvre seraient structurellement assurés
- Un pays où une profonde réorganisation des recettes publiques permettrait une réduction massive des inégalités de revenus. Basée sur la logique mortelle de recherche du profit maximum et de court terme, avec les méthodes les plus inhumaines les unes que les autres, le système économique-politique actuel crée les inégalités, les oppositions entre hommes et femmes, entre citoyens et immigrés, entre catégories sociales. C'est ce système qui doit être remplacé. C'est son remplacement qui permettra tous les changements pour plus de qualité de vie, pour plus de qualité sociale, pour un avenir environnemental auxquels nous sommes si nombreux à aspirer...
- Un pays où chacun sera débarrassé de l'immixtion du pouvoir numérique dans sa vie, dans son école, dans son entreprise, et où la liberté individuelle pourra choisir l'utilisation adéquate de l'outil numérique.
- Un pays où les plate-formes numériques, aux mains de quelques prédateurs doivent être démantelées et remplacées par des dispositifs numériques aux règles démocratiquement définies.
- Un pays où les pouvoirs seraient profondément redistribués pour empêcher que la majorité des richesses, la quasi-totalité de la presse, l'essentiel des décisions publiques soient concentrées dans les mains de moins de 10% des citoyens
- Un pays où les relations avec les autres Etats doivent être construites sur le respect des intérêts des peuples, la paix. Cela signifierait notamment par le respect des conventions internationales la reconnaissance de l'État palestinien, le soutien à Cuba victime de l'embargo américain la fin de la soumission aux ingérences du gouvernement américain, la fin de l'ignoble pillage des richesses des pays africains et le respect de leur indépendance
- Un pays où il ne sera plus nécessaire de craindre ou combattre la progression de l'extrême droite, car les éléments constitutifs du terreau sur lesquels elle se nourrit – la bêtise, la misère, le racisme - seront balayés par des politiques économique, éducative, sociale, favorisant l'égalité, l'émancipation, l'éducation.

Premier essai (à corriger, compléter), au 14 juin 2020, Marc Schoene